Questions orales

sieurs changements au projet de taxe de vente, pour tenir compte expressément des recommandations que les Canadiens ont faites, soit directement au gouvernement, soit au Comité des finances. Je répète que nous avons remanié le projet de taxe de vente pour tenir compte de ce que les Canadiens ont dit.

Après bientôt trois ans de discussions, je pense que les Canadiens sont en droit de compter que nous prenions une décision. Il importe à notre avis de tourner la page. Ce qui s'est passé hier soir, c'est que le président du Comité des finances a essayé d'obtenir du comité qu'il s'entende pour renvoyer diligemment le projet de loi à la Chambre. Malheureusement, l'obstruction du Nouveau Parti démocratique a empêché la discussion de se poursuivre.

* * *

L'AGRICULTURE

L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, étant donné les nombreuses demandes présentées par diverses associations de producteurs, notamment l'Ontario Corn Producers Association, les producteurs de blé et les syndicats des Prairies, ainsi que le premier ministre de la Saskatchewan, afin d'obtenir pour les agriculteurs une aide financière leur permettant d'ensemencer leurs champs cette année, le ministre de l'Agriculture va-t-il nous préciser aujourd'hui le type d'aide que le gouvernement entend apporter aux agriculteurs à cette fin?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, il serait notamment très utile que le député invite ses collègues libéraux et néo-démocrates à adopter rapidement le projet de loi sur l'assurance-récolte. Ce serait certes d'une grande utilité.

Comme je l'ai précisé à la Chambre hier, nous avons reçu le rapport du comité que nous avons créé en décembre et chargé d'évaluer la situation. Nous l'examinons à l'heure actuelle. En ce moment même, le sous-ministre fédéral rencontre ses homologues provinciaux afin de discuter de cette question extrêmement importante.

Je peux garantir au député que nous nous penchons sur la question. C'est de concert avec les gouvernements provinciaux que le gouvernement fédéral décidera des mesures qui s'imposent. Le programme ainsi élaboré s'adressera, nous l'espérons, aux gens qui en ont besoin. Il sera souple et, étant donné que le problème est très

complexe, nous espérons que le programme pourra être conçu en conséquence. Bien entendu, il sera également très complet.

Je peux garantir au député qu'il s'agit là d'une question qui va nécessiter un partage des responsabilités et c'est de cette façon que nous l'abordons.

L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, hier, le premier ministre a annulé la dette des pays des Antilles membres du Commonwealth; cela représentait une somme de 182 millions de dollars. Le ministre de l'Agriculture va-t-il engager son gouvernement, maintenant, à annuler la dette de nos agriculteurs canadiens et à imposer un moratoire immédiat sur le remboursement de la dette et de l'intérêt, comme le prévoit l'alinéa 11(1)e) de la Loi sur le crédit agricole?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, comme le député le sait pertinemment, le Bureau d'examen de l'endettement agricole joue un rôle extrêmement utile dans le règlement de cette très importante question. Je crois également qu'il convient, puisque les députés présentent des instances au sujet du nombre de faillites agricoles, que je signale à la Chambre que c'est en 1983-1984 que ce nombre a été le plus élevé.

Sous le régime libéral, dans tout le Canada, les faillites agricoles étaient de l'ordre de 550 par année. Nous avons progressivement réduit ce nombre à 300 environ, ce qui est encore trop élevé, mais qui montre certes très clairement que la politique du gouvernement donne des résultats et résout certains des problèmes extrêmement délicats dont nous avons hérité du gouvernement dont le député faisait partie.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je m'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration à propos de l'amendement qu'elle a proposé pour désengorger le système de traitement des demandes de statut de réfugié.

D'après les changements annoncés aujourd'hui, le cas des requérants au statut de réfugié sera étudié en fonction de certains facteurs, notamment la séparation des membres d'une même famille, l'emploi, la résidence à long terme, l'intégration sociale et la naissance ou l'éducation d'un enfant au Canada.